

MARDI 11 AOÛT 2009

[À la une](#) > [Asie](#)

INDE • Au Manipur, la police assassine sans vergogne

Le 23 juillet 2009, un homme a été abattu en plein jour par des policiers à Imphal, la capitale du Manipur. Les forces de l'ordre disent avoir tiré en légitime défense. Mais un photographe se trouvait sur les lieux, et ses clichés racontent une autre histoire. Selon Tehelka, ils prouvent ce que tout le monde savait déjà : les liquidations arbitraires sont monnaie courante dans l'Etat.

10.08.2009 | Teresa Rehman | Tehelka



La police de Manipur a instauré un couvre-feu pour tenter de calmer l'agitation populaire qui a suivi le meurtre de Chongkham Sanjit, Imphal, 6 août 2009

Les leçons d'un meurtre

"Notre article a servi de détonateur. Des protestations ont éclaté dans tout l'Etat. Les gens sont descendus dans la rue pour demander une enquête judiciaire et la démission du ministre en chef. Des garçons ont attaqué les commandos à l'aide de frondes et de pierres. Les femmes ont étendu leurs *phaneks* [vêtements traditionnels] au travers des rues (la coutume interdit aux hommes du Manipur de toucher les vêtements féminins étendus à sécher)."

Thelka rapporte les propos d'une manifestante : "Tehelka a ouvert les digues aux larmes que nous tenions enfouies en nous. Nous avons toujours su la vérité sur ces meurtres, mais nous n'avions jamais pu prouver

quoi que ce soit, et avons perdu la force de parler. Maintenant, nous avons retrouvé le courage."

Finalement, le 5 août, une semaine après que l'histoire a été publiée, le ministre en chef Ibobi Singh a promis une enquête judiciaire. Six membres des commandos, dont un sous-inspecteur, ont été suspendus.

Si, comme on le dit, une image vaut mille mots, celles publiées en exclusivité par l'hebdomadaire *Tehelka* [dans son édition datée du 8 août] permettraient de remplir des volumes entiers. Elles ont été prises le 23 juillet en plein centre d'Imphal, la capitale de l'Etat du Manipur [dans le nord-est de l'Inde], à moins de 500 mètres du siège de l'assemblée régionale. Elles montrent les instants qui ont précédé et suivi la mort de Chongkham Sanjit, un jeune homme de 27 ans exécuté par des hommes lourdement armés de la Manipur's Rapid Action Police Force, communément appelés Manipur Police Commandos (MPC).

Cet incident n'est que le dernier d'une longue série dans l'histoire des violences policières perpétrées dans cet Etat. Pendant des années, voire des décennies, les forces de sécurité du Manipur ont été accusées de violations des droits de l'homme et d'exécutions extrajudiciaires, commises au nom de la Loi sur les pouvoirs spéciaux des forces armées (AFSPA). Après que tout l'Etat s'est soulevé en août 2004 [pour dénoncer le viol et le meurtre de la jeune Manorama Devi par des soldats, et l'immunité dont jouissent les militaires], les autorités ont finalement exclu la ville d'Imphal du domaine d'application de l'AFSPA. Mais les violences n'ont pas cessé pour autant. Les MPC, dans ce qui semble être une nouvelle stratégie contre-insurrectionnelle, font de nouveau régner la terreur sur place.

Les meurtres extrajudiciaires et les exécutions où les militaires affirment avoir tiré "en cas de légitime défense" se sont multipliés dans le Manipur. En 2008, les MPC ont été accusés de 27 cas de torture et de meurtres. Mais alors qu'auparavant ils menaient leurs opérations "de légitime défense" dans des lieux isolés, les MPC n'hésitent plus à commettre leurs crimes en ville et en plein jour, comme le 23 juillet dernier.

Selon le rapport officiel, le 23 juillet à 10h30 du matin, une unité des MPC menait une perquisition sur le marché de Khwairamband Keithel à Imphal. Elle aurait aperçu un jeune homme à l'allure suspecte, et lui aurait demandé de s'arrêter. Celui-ci aurait alors sorti une arme et pris la fuite, tirant sur la foule en tentant d'échapper à la police. Il aurait finalement été acculé à l'intérieur d'une pharmacie, où les policiers lui auraient intimé l'ordre de se rendre. Il aurait répliqué en tirant sur les officiers. Les policiers l'auraient alors abattu en ripostant. Le rapport précise que les policiers auraient "récupéré" sur lui un 9mm Mauser. Le jeune homme aurait été identifié grâce à son permis de conduire.

D'ordinaire, ces versions officielles sont difficiles à démentir, même si tout le monde sait qu'elles ne correspondent pas à la vérité. Mais dans le cas de Sanjit, un photographe local se trouvait sur les lieux et est parvenu à photographier la scène. Les photos montrent clairement que, contrairement à la version officielle, le jeune homme n'a opposé aucune résistance aux hommes qui l'emmenaient. Conduit à l'intérieur d'une pharmacie, il a été froidement abattu par les policiers qui ont ensuite ressorti son corps sans vie. Le photographe, qui craint pour sa sécurité, n'a pas voulu publier ces clichés dans l'Etat du Manipur.

La police affirme que Sanjit était membre de la People's Liberation Army (PLA, Armée populaire de libération), interdite par les autorités. Le Premier ministre de l'Etat, Okram Ibobi Singh, a créé la polémique à l'assemblée ce jour-là, en déclarant qu'il n'y avait pas d'autre solution que de tuer les insurgés.

Sanjit avait effectivement été membre de la PLA. Arrêté en 2000, il avait été libéré et s'était retiré de l'organisation en 2006 pour raison de santé. En 2007, il avait pourtant de nouveau été interpellé et incarcéré pendant un an. Depuis, Chongkham vivait avec sa famille et était employé comme gardien dans une clinique

privée. Mais, même en tant qu'ancien militant, il n'aurait jamais dû être exécuté de la sorte. La loi stipule que tout décès causé par un agent des forces de police, qui ne saurait être justifié par le paragraphe 46 du code de procédure criminelle indien, peut être qualifié d'homicide. Dans le cas de Chongkham Sanjit, seule une enquête rigoureuse pourrait permettre de comprendre ce qui s'est réellement passé. Mais au lieu d'ouvrir une enquête judiciaire, le gouvernement régional a demandé une enquête de service, qui laisse peu d'espoir aux familles de la victime.

Les histoires comme celles-ci sont malheureusement monnaie courante dans l'Etat du Manipur. "[Ici], *la vie est une loterie*, résume un observateur. *On ne vit que si on a de la chance*".

© Courrier international 2009 | Fréquentation certifiée par l'OJD | ISSN de la publication électronique : 1768-3076